

« On dit que le paysan meurt en silence »

Ronan Larvor

Résignation, impuissance, colère. Difficile de faire la part des sentiments chez les agriculteurs ce mercredi après-midi place de la Résistance.

« Que peut-on faire d'autre que de manifester, dit Frédéric, producteur de lait à Briec. Personne ne nous écoute. Nous sommes en retard pour régler nos factures. Il n'y a plus de trésorerie. Nous aurions aimé que nos fournisseurs soient à nos côtés aujourd'hui. Eux ont de la marge, pas nous. Quand on voit comment les laiteries peuvent investir jusque dans les pays étrangers... ». « C'est toujours le producteur qui paie, confirme un agriculteur de Plouigneau, alors qu'il faudrait que tout le monde agricole, jusqu'aux banquiers, aille dans le même sens ».

Frédéric, qui travaille avec Sodiaal, touche 300 € les 1.000 litres de lait, « alors qu'il en faudrait 340 pour payer les charges ». Plus loin, un producteur du Cloître-Pleyben, qui travaille avec Lactalis, annonce que le prix sera de 272 € ce mois de janvier. « À ce prix-là, on ne tiendra plus longtemps », dit-il.

Alors ici à Quimper, la bonne image, les agriculteurs ne s'y attardent pas. « On dit que le paysan meurt en silence. C'est vrai que ceux qui



Environ 130 agriculteurs ont participé à la manifestation devant la préfecture.

arrêtent ne font pas de bruit, dit un autre producteur de lait. Du jour au lendemain on s'aperçoit qu'il n'y a plus de vaches chez le voisin et qu'il a arrêté ». « Un mécanicien itinérant m'a dit qu'il avait 20.000 € d'impayés sur 2015. Quand tout va s'écrouler, cela va faire mal pour l'économie. Alors que nous pourrions créer des emplois ».

« Un déficit de solidarité »

« Je suis dégoûtée, ajoute Carole, productrice de lait à Langolen. Quand je vois comment fonctionnent les coopératives, je me dis qu'il n'y a un déficit de solidarité car c'est nous qui subissons tout de plein fouet ». « Mon banquier m'a fait remarquer que je n'avais pas encore eu l'huissier », ajoute un autre. Drôle de satisfaction. « Il y a des fermes à vendre partout, dit

Carole. Personne n'en veut et de toute façon, les banques ne suivent pas les jeunes ». Un autre peste contre la Chambre d'agriculture qui organise des formations « pour apprendre à produire moins cher ». « Ce n'est pas de cela que l'on a besoin mais de prix ».

« Cela fait des années que l'on dit que le socle de l'économie cornouaillaise est agricole. Tout le monde comprend ce que l'on dit, mais cela ne va pas plus loin », ajoute Jean-Marc, de Quimper.

Les aides et exonérations de charges décidées l'an passé n'y changent rien. « On n'a rien vu, constatent de nombreux manifestants. Ceux qui les ont reçus étaient déjà à l'agonie ». Aujourd'hui ce sont les exploitations réputées plus saines qui tombent à leur tour. Jusqu'où ?